



Conseil de sécurité

PROVISOIRE

S/PV.2741

6 avril 1987

FRANCAIS

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 2741e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 6 avril 1987, à 15 h 30

Président : M. TSVETKOV

(Bulgarie)

Membres : Allemagne, République
fédérale d'
Argentine
Chine
Congo
Emirats arabes unis
Etats-Unis d'Amérique
France
Ghana
Italie
Japon
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Union des Républiques
socialistes soviétiques
Venezuela
Zambie

M. LAUTENSCHLAGER
M. DELPECH
M. YU Mengjia
M. ADOUKI
M. AL-SHAALI
M. WALTERS
M. BLANC
M. GBEHO
M. BUCCI
M. KIKUCHI
M. BIRCH
M. TIMMERMAN
M. PABON-GARCIA
M. TUSE

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 16 h 5.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA SITUATION EN NAMIBIE

LETTRE DATEE DU 25 MARS 1987, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU GABON AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/18765);

LETTRE DATEE DU 31 MARS 1987, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU ZIMBABWE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/18769)

Le PRESIDENT : Conformément à une décision prise par le Conseil à sa 2741e séance, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Angola, de la Barbade, du Canada, de l'Egypte, de l'Inde, du Koweït, du Mexique, du Nicaragua, du Pakistan, du Pérou, du Qatar, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Sénégal, du Togo, de la Turquie, de la Yougoslavie et du Zimbabwe à occuper les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Dost (Afghanistan), M. Manley (Afrique du Sud), M. Djoudi (Algérie), M. de Figueiredo (Angola), Dame Wita Barrow (Barbade), M. Laberge (Canada), M. Badawi (Egypte), M. Dasgupta (Inde), M. Abulhasan (Koweït), M. Moya Palencia (Mexique), Mlle Astorga Gadea (Nicaragua), M. Shah Nawaz (Pakistan), M. Alzamora (Pérou), M. Al-Kawari (Qatar), M. Ott (République démocratique allemande), M. Oudovenko (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. Garré (Sénégal), M. Kouassi (Togo), M. Türkmen (Turquie), M. Pejic (Yougoslavie), M. Mudenge (Zimbabwe) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : Conformément à une décision prise par le Conseil à sa 2740e séance, j'invite le Président et la délégation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Zuze (Zambie), Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et les autres membres de la délégation prennent place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT : Conformément à une décision prise par le Conseil à sa 2740e séance, j'invite M. Gurirab à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président M. Gurirab prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants du Burkina Faso, de Cuba, de la Jamaïque, du Maroc et du Mozambique, des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Faso Ouedraogo (Burkina Faso), M. Oramas Oliva (Cuba), M. Burnett (Jamaïque), M. Bennouna (Maroc) et M. Dos Santos (Mozambique) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : Le Conseil de sécurité va maintenant reprendre l'examen du point 1 de l'ordre du jour.

Le premier orateur est le représentant du Zimbabwe, qui souhaite faire une déclaration en sa qualité de président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MUDENGE (Zimbabwe) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi, tout d'abord, de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. L'attachement de la Bulgarie à la paix, à l'égalité et à la fraternité humaine est sans rival, et votre attachement personnel à ces mêmes valeurs ainsi que vos talents diplomatiques bien connus nous assurent de la bonne direction des travaux du Conseil de sécurité alors qu'il est saisi de l'examen d'une question importante.

Je désire également exprimer ma reconnaissance à S. E. l'Ambassadeur Delpech, Représentant permanent de l'Argentine, pour la façon extrêmement compétente dont il a dirigé les travaux du Conseil durant le mois de mars.

La communauté internationale a une responsabilité particulière vis-à-vis de la Namibie. Ses devoirs à l'égard du peuple de ce territoire ne découlent pas seulement de la responsabilité générale des Nations Unies de promouvoir l'autodétermination et l'indépendance des peuples et des pays. Sa responsabilité à propos de la question de Namibie est toute particulière : elle tient au fait que c'est la communauté internationale qui, au départ, par son régime de mandat, a, en 1919, placé la Namibie sous occupation sud-africaine. La communauté internationale a par conséquent la responsabilité directe de faire cesser cette occupation.

Nous connaissons l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice en 1971, par lequel l'occupation continue de la Namibie par l'Afrique du Sud a été déclarée illégale et nous nous en félicitons. Nous connaissons également la décision prise par les Nations Unies et mettant fin au mandat de l'Afrique du Sud. En outre, nous continuons d'appuyer la décision prise par le Conseil de sécurité en 1978 de proposer un plan pour l'indépendance de la Namibie. Toutes ces mesures montrent que la communauté internationale reconnaît la responsabilité qui lui incombe à l'égard de la Namibie mais, malheureusement, jusqu'à présent, elles n'ont pas été suffisantes pour réaliser l'indépendance de la Namibie.

La Namibie est toujours illégalement occupée. Son peuple n'est toujours pas libre. Il demeure en butte à l'oppression et aux brutalités perpétrées par le régime de l'apartheid. Cette situation persiste encore aujourd'hui, 21 ans après que les Nations Unies ont mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Territoire, 16 ans après que la Cour internationale de Justice a rendu son arrêt historique, aux termes duquel la présence de l'Afrique du Sud a été déclarée illégale, neuf ans après que le Conseil de sécurité a voté pour le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, près de deux ans après que le Secrétaire général a

M. Mudenge (Zimbabwe)

annoncé au monde que toutes les questions en suspens concernant la mise en oeuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie avaient été réglées. Nous devons par conséquent nous demander comment une situation aussi intolérable a pu persister aussi longtemps alors qu'aucune question ne subsiste.

Selon le Secrétaire général, l'unique obstacle qui empêche de procéder à la mise en oeuvre immédiate du plan d'indépendance de la Namibie est l'obstination de l'Afrique du Sud à lier l'indépendance de la Namibie au retrait des troupes cubaines d'Angola. Dans son rapport sur l'activité de l'Organisation en date du 9 septembre 1986, le Secrétaire général déclare :

"Un effort concerté s'impose pour obtenir de l'Afrique du Sud qu'elle coopère à la mise en oeuvre immédiate du plan des Nations Unies." (A/41/1, p. 5)

Le fait que nous n'avons pas été en mesure de répondre à l'appel du Secrétaire général est l'une des raisons pour lesquelles le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui. Nous n'avons pas su faire cet "effort concerté" et contraindre l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions des Nations Unies, notamment la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. C'est la raison pour laquelle, telle un feu follet, l'indépendance de la Namibie continue de nous échapper.

Certes, le régime Botha se sert maintenant de la question du retrait des troupes cubaines d'Angola comme prétexte pour refuser à la Namibie la liberté, mais cela ne devrait tromper personne, car Botha lui-même a déclaré publiquement que, pour l'Afrique du Sud, le retrait préalable ou simultané des forces cubaines d'Angola n'est pas nécessairement une condition sine qua non de l'octroi de l'indépendance à la Namibie. L'essentiel, pour Botha, ce sont la création et la survie d'un régime fantoche à sa solde en Namibie, de façon que ce territoire continue de servir d'Etat-tampon pour l'Afrique du Sud de l'apartheid. Voilà le véritable préalable à l'indépendance de la Namibie exigé par Botha. La présence des forces cubaines en Angola est un faux prétexte commodément utilisé par Botha pour assurer la participation de certains pays occidentaux à ses plans. L'illustration de ce stratagème apparaît très clairement dans une déclaration prononcée par Botha devant le Parlement sud-africain le 18 avril 1985, au cours de laquelle il a dit :

"Cependant, comme je l'ai déclaré devant le Parlement le 27 avril 1984, le peuple du Sud-Ouest africain/Namibie, y compris la SWAPO, ne peut attendre indéfiniment une percée en faveur du retrait des troupes cubaines d'Angola. S'il devenait évident, après que toutes les possibilités aient été explorées à fond, qu'il n'existe pas de perspective réaliste de parvenir à cet objectif,

M. Mudenge (Zimbabwe)

toutes les parties les plus directement affectées par les négociations actuelles devront bien entendu rechercher le meilleur moyen de réaliser une indépendance internationalement acceptable compte tenu des circonstances du moment."

Les membres du Conseil se rappelleront que, ce matin, le représentant de Pretoria a terminé son intervention en paraphrasant précisément cette déclaration.

Botha n'a d'ailleurs pas attendu "indéfiniment"; il a déjà mis en place un prétendu gouvernement provisoire en Namibie, formé par ses valets. Ces fantoches ont rédigé une prétendue constitution qu'ils ont l'intention de soumettre à un référendum national. Ils ont également décidé de créer des ministères des affaires extérieures et de la sécurité intérieure. Ces mesures constituent manifestement la première étape vers une déclaration illégale d'indépendance.

Pour Botha, le "couplage" est un prétexte commode dont il se sert pour parvenir à son principal objectif : la mise en place en Namibie d'un régime fantoche durable du genre de celui de Muzorewa. Seul ce type d'entité, selon Botha, peut servir de bouclier ou de tampon pour l'Etat de l'apartheid. Il répète à l'envi la prétendue importance du "couplage" simplement pour gagner du temps et pouvoir installer ses quislings en Namibie. Botha sait parfaitement que les Cubains sont en Angola parce que lui, Botha, a envahi l'Angola et continue d'en occuper certaines parties aujourd'hui encore.

M. Mudenge (Zimbabwe)

Il sait que s'il veut que les troupes cubaines se retirent de l'Angola, il doit lui-même replier ses troupes en Afrique du Sud pour permettre à la Namibie de devenir indépendante et cesser d'appuyer les bandits de l'UNITA. Mais, naturellement, ce n'est pas ce qu'il veut, car pour l'instant, la défense de l'apartheid requiert un masque idéologique derrière lequel se dissimuler. Ce masque est fourni par l'habile concept qui consiste à mettre sur le même pied la défense de l'apartheid et la défense des intérêts occidentaux en Afrique australe. C'est cet élément qui a précisément permis à Botha d'abuser certains dirigeants occidentaux et de les amener à penser qu'ils ont besoin du régime d'apartheid pour défendre leurs intérêts. La présence de Cubains en Angola est devenue un élément essentiel du plan ourdi par Botha pour créer cette illusion dans l'esprit des Occidentaux. Par conséquent, ces intérêts sont devenus une armure derrière laquelle l'apartheid s'abrite, une sorte de Ligne Maginot invisible derrière laquelle l'apartheid peut s'opposer à l'indépendance de la Namibie. Si la Namibie demeure encore colonisée c'est essentiellement parce que certains pays occidentaux clefs sont devenus les partisans involontaires de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud.

Le couplage est donc un masque commode, un accessoire de la panoplie de l'idéologie de la guerre froide, qu'utilise le régime de Pretoria pour dissimuler derrière la rivalité Est-Ouest les véritables raisons qui le font retarder l'octroi de l'indépendance de la Namibie. C'est pourquoi nous devons faire apparaître le couplage sous son vrai jour. C'est également la raison pour laquelle nous demandons à ceux qui ont inventé ce concept de faire apparaître la véritable nature de l'apartheid en désavouant ce couplage. Quels que soient les véritables motifs qui sont à son origine, le couplage est devenu aujourd'hui un obstacle à l'indépendance de la Namibie en mettant sur le même pied les intérêts occidentaux en Afrique australe et la survie du régime d'apartheid. Le couplage force la communauté internationale à traiter de questions hors de propos et de problèmes étrangers à l'indépendance de la Namibie. Il détourne les pressions et l'attention de la véritable cause du retard apporté à l'indépendance de la Namibie, à savoir l'intransigeance de l'Afrique du Sud et sa volonté de protéger l'Etat de l'apartheid.

M. Mudenge (Zimbabwe)

D'après un rapport récent, intitulé "A U.S. Policy toward South Africa: Report of the Secretary of State's Advisory Committee on South Africa", le couplage fait partie intégrante de la politique formulée pour la première fois en 1980-1981, connue sous le nom d'engagement constructif, qui, selon le rapport, est basée sur quatre hypothèses interdépendantes, dont l'une est que le gouvernement Botha pourrait être amené à convenir d'un règlement internationalement accepté en Namibie, à condition que le retrait de l'Afrique du Sud de Namibie soit lié au retrait des forces cubaines de l'Angola. C'est là l'origine du couplage. Le récent rapport du Secrétaire général fait également remonter le couplage à 1982. Ainsi, avant la politique d'engagement constructif, le couplage, en tant qu'obstacle à l'indépendance de la Namibie, n'existait pas et n'avait jamais été invoqué par le régime d'apartheid pour justifier le retard apporté à l'indépendance de la Namibie. Le couplage, par conséquent, est une invention et une obsession d'Outre-Atlantique. Avant l'introduction du couplage par l'actuel Gouvernement américain, l'Afrique du Sud invoquait, pour justifier le retard apporté à l'indépendance de la Namibie, des excuses - par exemple la prétendue "impartialité des Nations Unies" - dont on est venu à bout depuis longtemps à la satisfaction générale.

Pour Pretoria le couplage n'est qu'un stratagème utilisé pour gagner un appui à sa politique dans la région et auquel il renoncera lorsqu'il perdra son attrait, notamment Outre-Atlantique. Nous notons que le rapport du Comité consultatif du Secrétaire d'Etat a conclu que la politique d'engagement constructif avait échoué et que par conséquent une nouvelle politique américaine était requise de toute urgence pour l'Afrique du Sud.

Nous espérons que ce couplage, en tant que partie de cette politique d'engagement constructif qui a échoué, va être abandonné. Cependant, la récente recherche de facilités logistiques dans la région, qui permettraient une présence militaire élargie, a suscité beaucoup d'inquiétude au sujet des nouvelles orientations que pourrait prendre la politique américaine dans la région. Nous espérons que cela ne laisse pas présager une dégénérescence de l'engagement constructif vers un engagement destructif. A cet égard, nous nous inquiétons de ce qui semble être un effort fait pour essayer de forcer l'Angola et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe à capituler devant le chantage fait par l'UNITA à propos de la réouverture de la ligne de chemin de fer Banguela.

M. Mudenge (Zimbabwe)

Une initiative dans ce sens serait à la fois erronée et vouée à l'échec. Les bandits de l'UNITA qui sont les séides de l'Afrique du Sud servent de tampon au régime d'apartheid dans son occupation de la Namibie. L'appui à l'UNITA entretient ce tampon qui permet à l'apartheid de contrôler la Namibie. Tant que ce tampon sera maintenu, Pretoria restera peu enclin à sortir de la Namibie. C'est pourquoi nous espérons que dans leur nouvelle politique à l'égard de l'Afrique australe, les Etats-Unis s'abstiendront d'apporter au régime d'apartheid leur contribution au financement du dispositif tampon de l'UNITA, qui sert à défendre l'apartheid et à lui permettre de maintenir son occupation illégale de la Namibie.

Ceux qui pour une raison quelconque font obstacle à l'indépendance portent une lourde responsabilité morale. Qu'ils le reconnaissent ou non, ils sont de facto les complices du régime d'apartheid dans les brutalités qu'il commet contre le peuple namibien - brutalités qui sont commises pour sauvegarder l'apartheid en Afrique du Sud.

La fréquence de ces actes inhumains n'est égale que par leur cruauté. De nombreuses informations bien étayées émanant d'organisations confessionnelles ou d'organisations de défense des droits de l'homme attestent de ces actes. La lecture de ces informations donne le frisson. J'en veux pour exemple les révélations faites par Nikodemus Nampala, adjudant dans la police namibienne depuis 13 ans, lorsqu'il a témoigné récemment à Windhoek au procès de huit partisans de la SWAPO. Selon lui, le recours à la violence contre les prisonniers est largement répandu dans les prisons namibiennes. Il a déclaré que le recours à la violence était justifiable et nécessaire pour obtenir certains résultats. "On roue de coups les prisonniers jusqu'à ce qu'ils craquent", a déclaré l'adjudant Nampala, pendant une audition de témoins, "et ce jusqu'à ce qu'ils disent ce qui doit être dit". A la question de l'avocat de la défense, Brian O'Lyn : "quand cesse-t-on de rouer de coups le prisonnier?", M. Nampala s'est montré rassurant : "Nous ne les battons pas à mort." Ensuite, à la question de savoir si les règles interdisant le mauvais traitement des prisonniers ne s'appliquaient pas aux combattants de la liberté de la SWAPO, l'adjudant Nampala a répondu par des propos très révélateurs. D'après lui, il était justifié de torturer ces prisonniers "pour autant qu'on ne les tue pas".

M. Mudenge (Zimbabwe)

Lorsque l'un des huit accusés, le camarade Andreas Heita, s'est dénudé jusqu'à la ceinture pour montrer les cicatrices qu'il avait sur la poitrine et le dos, l'adjudant Nampala, qui l'avait arrêté, a déclaré que le prisonnier n'avait pas ces cicatrices lorsqu'il l'avait arrêté et qu'elles n'étaient pas non plus le résultat de son arrestation, mais qu'elles avaient manifestement été occasionnées pendant que le prisonnier était aux mains de la police.

L'attitude de l'adjudant Nampala n'est pas un cas isolé. Elle est le propre du système d'apartheid. Prenons l'exemple des propos tenus récemment par M. Swanepoel, candidat parlementaire aux présentes élections réservées uniquement aux Blancs, ancien chef de la police sud-africaine chargé des interrogations et commandant durant les massacres de Soweto, en 1976, selon qui les Noirs sont :

"des gens émotifs, qui se laissent volontiers aller à la violence collective. La seule façon de les arrêter est d'utiliser la force autant que nécessaire. Si, pour l'arrêter, on doit tirer sur quelqu'un et le blesser à la jambe, il faut le faire. S'il est nécessaire de tirer sur 100 personnes pour ramener le calme, il faut le faire également. Il n'y a pas de demi-mesures face à des émeutes. Il faut veiller à tout prix au respect de la loi et au maintien de l'ordre."

D'après Swanepoel, plus de 70 % des forces de la police sud-africaine partagent cet avis.

M. Mudenge (Zimbabwe)

Il n'est donc pas surprenant que ces actes brutaux et inhumains soient perpétrés en Namibie. Des prisonniers namubiens sont battus jusqu'à ce qu'ils craquent, jusqu'à ce qu'ils disent ce qu'il faut dire. La torture est pratique courante; seul le meurtre doit être, dit-on, évité. Voilà quel est le sort auquel le peuple namibien est condamné. Voilà comment les forces d'occupation racistes peuvent maintenir la Namibie sous leur joug : en recourant à la force brutale. Voilà ce que le couplage légitime et perpétue en Namibie : des cicatrices sur la poitrine; des cicatrices sur le dos. Et le représentant de Pretoria qui s'est vanté ce matin de la bienveillance montrée par son pays à l'égard des Namubiens! Belle sollicitude!

Et pendant ce temps, le pillage des ressources naturelles de la Namibie se poursuit. Nous nous félicitons par conséquent des efforts faits par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie afin de faire appliquer le décret No 1. Nous demandons instamment au Conseil des Nations Unies pour la Namibie de poursuivre résolument jusqu'à sa conclusion logique la bataille juridique qui l'oppose à URENCO et à d'autres. Le Conseil ne doit pas esquiver ses responsabilités. Il doit agir sans crainte et impartialement afin de protéger et préserver les ressources naturelles de la Namibie. Le jugement de l'histoire n'a jamais été tendre pour ceux qui trahissent le rôle qui leur a été confié. L'histoire ne pardonnerait pas au Conseil des Nations Unies pour la Namibie s'il devait céder aux pressions extérieures dans l'exécution de sa tâche sacrée.

La question de Namibie représente un dilemme moral déchirant pour les amis de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud occupe la Namibie en violation du droit international. Le Conseil de sécurité dispose d'un plan accepté par tous, y compris par l'Afrique du Sud, afin de permettre l'accession de la Namibie à l'indépendance. L'Afrique du Sud n'a par conséquent aucune raison, ni morale ni juridique, de continuer à occuper la Namibie. Son seul intérêt est de gagner du temps pour perpétuer sa politique d'apartheid. Comment un pays quelconque représenté ici peut-il justifier son appui à des fins aussi égoïstes et immorales?

Espérons qu'aucun membre du Conseil n'estimera nécessaire de protéger ainsi la perpétuation du racisme en Afrique du Sud et en Namibie en votant de façon négative. Personne surtout ne devrait nous insulter en demandant à la communauté internationale d'attendre le résultat des élections réservées aux Blancs qui doivent avoir lieu au mois de mai prochain pour agir contre le régime de Pretoria. Ce stratagème est usé jusqu'à la corde. Il a déjà été utilisé à maintes reprises. Il a été utilisé notamment en 1981 après que Botha eut saboté les pourparlers de

M. Mudenge (Zimbabwe)

Genève préalables à l'application du plan et demandé de nouvelles élections pour les Blancs exclusivement. Nous savons maintenant ce dont il s'agit : il s'agit simplement d'un mécanisme dilatoire, d'un stratagème pour perpétuer l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud raciste, d'un truc pour permettre le pillage des ressources namibiennes, d'une justification pour continuer de torturer et d'assassiner les Namibiens. Nous le rejetons par conséquent d'emblée. Nous ne pouvons accepter pour excuse la possibilité d'entretiens secrets qui ne doivent pas être troublés. Nous avons entendu cela des milliers de fois déjà. Nous savons que de tels entretiens sont vains, et ils ne nous impressionnent plus.

L'Afrique du Sud n'a pas besoin de nouveaux délais pour envisager son retrait de Namibie. Elle s'y trouve illégalement, en violation des décisions du Conseil de sécurité. Il faut par conséquent lui enjoindre de partir - non pas demain, mais dès aujourd'hui. L'autorité du Conseil de sécurité est défiée. Est-ce que le Conseil a la volonté politique de faire respecter son autorité? Tel est le défi auquel est confronté cet organisme mondial, et nous allons connaître la réponse du Conseil par la façon dont il votera. L'Afrique du Sud doit se voir offrir le choix entre accepter l'application de la résolution 435 (1978) dès maintenant ou être confrontée à l'imposition immédiate de sanctions obligatoires globales au titre du Chapitre VII de la Charte. Je suis sûr qu'aucun membre du Conseil ne peut approuver la violation du droit international et la persistance de l'occupation de la Namibie par le régime de l'apartheid et ne peut donc accepter de s'opposer au projet de résolution dont le Conseil est saisi.

Enfin, nous saluons la South West Africa People's Organisation (SWAPO), la seule voix authentique du peuple namibien, pour son attachement et son dévouement à la libération de sa patrie. Nous applaudissons ses dirigeants pour le talent politique et la dignité dont ils ont fait preuve dans leur lutte pour l'indépendance. Nous lançons un appel à la communauté internationale afin qu'elle ne se contente pas seulement d'assurer la SWAPO de sa solidarité et de son appui diplomatique habituels mais qu'elle lui fournisse en outre une aide matérielle concrète. Nous remercions le Secrétaire général pour ses efforts inlassables en faveur de l'indépendance de la Namibie. Nous tenons à l'assurer que, dans sa tâche ardue, il pourra toujours compter sur notre concours et notre sympathie. Nous nous félicitons de son dernier rapport franc et honnête.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Zimbabwe pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à l'égard de mon pays.

M. KIKUCHI (Japon) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois d'avril. Je suis persuadé que, grâce à votre sagesse et à votre vaste expérience de diplomate, nos délibérations seront fructueuses. Permettez-moi de vous assurer que ma délégation se tient prête à coopérer pleinement avec vous afin de vous aider à exercer vos importantes responsabilités.

Je tiens également à exprimer notre sincère gratitude à S. E. M. Marcelo Delpech, qui a dirigé d'excellente manière les travaux du Conseil pendant le mois de mars.

Lorsque le Conseil de sécurité s'est réuni en février dernier pour examiner la question de l'Afrique du Sud, j'ai exposé la position de mon gouvernement eu égard au système odieux de l'apartheid. Dans ma déclaration d'aujourd'hui, je limiterai par conséquent mes observations à des questions qui concernent directement le point dont nous sommes saisis, c'est-à-dire la situation en Namibie.

Je tiens tout d'abord à parler du rapport que le Secrétaire général vient de présenter au Conseil concernant l'application de ses résolutions 435 (1978) et 439 (1978) relatives à la question de Namibie. Nous avons lu ce rapport avec un vif intérêt et tenons à rendre un hommage vibrant au Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, pour son action en faveur du règlement de la question de Namibie.

La communauté internationale s'inquiète profondément de constater que 20 ans après la levée, par l'Assemblée générale, du mandat conféré à l'Afrique du Sud en ce qui concerne le territoire, le peuple namibien continue de se voir refuser l'exercice de son droit à l'autodétermination.

Depuis lors, la communauté internationale poursuit sans relâche ses efforts en faveur de l'accession de la Namibie à l'indépendance. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté nombre de résolutions sur la question de Namibie; les Etats de première ligne, le Secrétaire général des Nations Unies et d'autres parties ont fait des efforts sérieux afin de régler le problème, et nombre de pays, y compris le mien, ont exercé des pressions diverses sur l'Afrique du Sud. Mais l'Afrique du Sud, qui fait ainsi fi de l'opinion internationale, est intraitable, et continue d'occuper illégalement la Namibie.

M. Kikuchi (Japon)

La position du Japon sur cette question est ferme et sans équivoque : l'indépendance de la Namibie doit être réalisée conformément aux souhaits de ses habitants, exprimés par des élections libres, qui doivent se tenir sous la supervision et le contrôle des Nations Unies. Le Japon appuie fermement la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, qui représente le seul cadre universellement accepté pour une transition pacifique vers l'indépendance.

Le Gouvernement sud-africain tout comme la South West Africa People's Organization (SWAPO) a indiqué qu'ils acceptaient le plan de règlement qui figure dans cette résolution. Mais tout en laissant croire qu'elle était disposée à collaborer avec la communauté internationale, l'Afrique du Sud s'est, en fait, efforcée de faire obstacle à l'application de la résolution 435 (1978). Les paroles conciliatrices de Pretoria sont démenties par ses actes belliqueux.

Son introduction de la question du couplage en est un exemple. L'année dernière, l'Afrique du Sud a proposé que l'on fixe au 1er août 1986 la date du début de l'application du plan de règlement. Pour positive que paraît cette démarche, il n'en était rien puisque l'Afrique du Sud insistait sur la condition préalable du retrait des forces cubaines de l'Angola. Dans son rapport, que je viens de citer, le Secrétaire général a conclu que :

"Cette condition préalable du couplage ... est maintenant le seul obstacle qui s'oppose à l'application du plan des Nations Unies pour la Namibie." (S/18767, p.8)

Il a poursuivi en disant qu'il n'admet pas la validité du couplage et qu'il ne peut pas non plus accepter qu'il serve de prétexte pour retarder davantage encore l'indépendance de la Namibie. Le Japon estime, lui aussi, que les efforts qui sont faits pour régler la question namibienne ne doivent pas se heurter à des questions extrinsèques.

Il faut également rappeler qu'en juin 1985, l'Afrique du Sud a créé ce qu'elle appelle un gouvernement provisoire en Namibie, en violation des dispositions expresses de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Il ne s'agit là que d'un stratagème pour déjouer le plan des Nations Unies et retarder davantage encore un règlement pacifique, et le Japon considère ce gouvernement comme nul et non avenu.

En outre, l'Afrique du Sud continue de lancer des attaques armées contre les pays voisins, qui déstabilisent la situation dans toute la région et nous éloignent toujours davantage d'un règlement de la question namibienne. Le Japon déplore tout particulièrement les attaques lancées contre la Zambie, le Zimbabwe et

M. Kikuchi (Japon)

le Botswana, en mai dernier, ainsi que les incursions armées répétées en territoire angolais. La dernière de ces attaques s'est produite en janvier dernier, comme nous l'a signalé l'Ambassadeur de Figueiredo, de l'Angola, dans sa lettre en date du 27 janvier 1987, adressée au Président du Conseil de sécurité.

Le Japon a pris des mesures vigoureuses pour amener l'Afrique du Sud à mettre un terme à son occupation illégale de la Namibie et à abandonner sa politique raciste d'apartheid. Pour bien montrer qu'il désapprouve l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud, le Japon s'abstient de tout acte qui puisse impliquer la moindre reconnaissance du statut actuel de la Namibie. Par exemple, le Gouvernement japonais n'accorde aucune subvention, aucun prêt ni aucune assistance technique aux Sud-Africains en Namibie.

Le Gouvernement japonais interdit tout investissement direct en Afrique du Sud et en Namibie par des ressortissants ou des sociétés japonaises qui relèvent de sa juridiction. Il a adopté cette politique il y a vingt ans, bien avant que cela ne devienne un problème majeur aux Nations Unies et dans d'autres pays industrialisés importants.

Conformément au décret No 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie qui a été promulgué en 1974 par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, aucun ressortissant japonais ni aucune société relevant de la juridiction japonaise ne détient de concessions minérales en Namibie.

C'est, bien sûr, le peuple namibien lui-même qui est le plus gravement touché par l'occupation illégale de son territoire par l'Afrique du Sud. C'est lui qui souffre directement sous le joug de l'opresseur, et qui a dû abandonner sa patrie pour vivre une vie de réfugiés. Les pays voisins qui acceptent ces réfugiés se heurtent également à de graves difficultés.

Le Japon accorde depuis très longtemps son assistance au peuple namibien par ses contributions aux fonds et aux programmes humanitaires et éducationnels gérés par les Nations Unies, y compris l'Institut des Nations Unies pour la Namibie. Le Japon est résolu à poursuivre cette assistance aussi longtemps que le besoin s'en fera sentir. Comme je l'ai déjà déclaré, lorsque le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) sera en place, le Japon fournira une assistance sous forme de contributions financières et en personnel. Dès que l'indépendance de la Namibie sera réalisée, le Japon sera prêt à collaborer dans les domaines économique et technique à ses efforts de construction de la nation.

M. Kikuchi (Japon)

Enfin, qu'il me soit permis une fois de plus de citer le Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar; il s'agit cette fois-ci de la déclaration qu'il a prononcée à la première séance de la session de 1987 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, car ma délégation partage entièrement ses vues :

"L'intransigeance de l'Afrique du Sud ne saurait affaiblir en rien notre détermination. La Namibie est une question qui revêt une importance particulière aux Nations Unies et dans laquelle l'engagement de la communauté internationale est total et sans équivoque. Même si deux décennies se sont écoulées depuis que les Nations Unies ont levé le mandat de l'Afrique du Sud sur le Territoire, l'Afrique du Sud doit être amenée à se rendre compte que les aspirations justes et légitimes du peuple du Territoire ne peuvent continuer à être contrariées sans que cela porte un grave préjudice aux propres intérêts à long terme de l'Afrique du Sud et, bien sûr, à la paix et à la stabilité de la région dans son ensemble."

Comme je l'ai déjà déclaré, ma délégation partage pleinement ces vues. Le Gouvernement sud-africain doit se rendre compte que la communauté internationale est plus unie que jamais lorsqu'elle exige l'indépendance immédiate de la Namibie. Elle ne peut tolérer plus longtemps les attermoissements de Pretoria, ses vaines excuses et un couplage extrinsèque. Le Japon exige une fois de plus que l'Afrique du Sud entende la voix de la raison et octroie sans autre délai son indépendance à la Namibie, comme le demande la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Japon pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. PABON GARCIA (Venezuela) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis tout d'abord d'exprimer le plaisir qu'éprouve ma délégation à vous voir assumer la présidence de nos travaux au cours du mois d'avril.

Nous désirons par ailleurs exprimer notre reconnaissance sincère et fraternelle au Représentant permanent de la République argentine, l'Ambassadeur Marcelo Delpech, pour la grande sagesse avec laquelle il a su conduire les travaux du Conseil au cours du mois dernier.

Une fois encore, nous sommes saisis du problème de l'Afrique australe. Il y a quelques semaines à peine, notre Conseil a procédé à une analyse approfondie de la situation dans laquelle se trouve la majorité noire sud-africaine sous l'odieux

M. Pabón García (Venezuela)

régime de l'apartheid. La violence et l'oppression qui le caractérisent ont été considérées comme la cause profonde de l'instabilité qui règne dans toute la région et, par conséquent, comme une menace pour la paix et la sécurité internationales. A cette occasion, comme par le passé, l'attitude peu constructive de certains membres du Conseil a ouvert la voie à une radicalisation du problème.

M. Pabón García (Venezuela)

Aujourd'hui, avec le Gouvernement raciste de Pretoria comme principal protagoniste, le Conseil est saisi de la question de Namibie. Dans ce cas également, la violence et l'oppression sont monnaie courante. La seule différence tient à ce que cette violence et cette oppression ne s'exercent pas contre le peuple sud-africain mais contre un peuple étranger, le peuple de Namibie. L'occupation militaire du territoire et l'installation d'une administration dépendant du pouvoir colonial, dont le but est d'empêcher la réalisation du droit de ce peuple à l'autodétermination, sont autant d'éléments qui font de la question de Namibie un fait politique original dans le cadre du droit international.

Nous ne débattons pas ici, même si cela nous préoccupe également, les événements internes survenant en Namibie, mais la situation juridique internationale de ce territoire, en l'occurrence l'illégalité d'une occupation territoriale poursuivie au mépris flagrant du droit qui régit le concert des nations.

On débat également l'application des mécanismes coercitifs dont nous disposons pour rétablir ce droit que nous prétendons représenter. On ne saurait tolérer plus longtemps l'attitude de défi de l'Afrique du Sud à l'égard du droit international. Sinon, nous reconnaitrions l'existence de deux droits parallèles et contradictoires : d'une part, le droit reconnu par la communauté internationale et, d'autre part, le droit de l'Afrique du Sud.

La communauté internationale ne peut continuer à tolérer que le régime raciste minoritaire d'Afrique du Sud continue de se moquer impunément de la lettre et de l'esprit de la Charte des Nations Unies ainsi que des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Dans son dernier rapport (document S/18767 du 31 mars) portant sur l'application des résolutions 435 (1978) et 439 (1978) du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a informé le Conseil, une fois de plus, que l'Afrique du Sud n'a modifié en rien sa position quant à la question du couplage, ce qui a empêché les Nations Unies de mettre en oeuvre le plan pour la Namibie.

Le Venezuela veut attirer l'attention sur un autre aspect de la situation dont nous sommes saisis. L'indécision du Conseil de sécurité ne peut qu'engendrer plus de violence encore en Namibie avec les séquelles dramatiques que sont la haine et les souffrances. Le refus d'accepter l'imposition de sanctions globales et obligatoires en application du Chapitre VII de la Charte ne peut que prolonger les épreuves des millions de victimes du régime, tandis que le sang ne cesse de se

M. Pabón García (Venezuela)

répandre en Namibie, où l'Afrique du Sud livre une guerre typiquement coloniale, fondée sur la militarisation massive du pays.

La passivité, la permissivité et le laxisme de ce conseil en font le complice de ce qui se produit ou pourrait se produire dans ce malheureux pays. Que cela soit un motif de réflexion pour les Etats qui s'arrogent le privilège de continuer à paralyser l'action concertée de la communauté internationale dans la recherche d'une solution juste et durable pour la Namibie.

L'extrême richesse d'un territoire comme la Namibie crée par ailleurs, comme le démontrent les faits, un élément d'interdépendance supplémentaire en ce qui concerne la situation générale en Afrique du Sud. Il ne s'agit pas simplement des gains disproportionnés fondés sur des conditions inhumaines d'exploitation que réalisent les entreprises multinationales qui opèrent en Namibie, mais encore du fait que les bénéfices tirés de cette exploitation contribuent à financer la stabilité du Gouvernement de Pretoria et la survie du régime odieux de l'apartheid, hypotéquant ainsi doublement le destin de la Namibie. La communauté des nations et notre Conseil ont par conséquent une double responsabilité et, de ce fait, c'est une double dette que nous contractons ainsi envers le règne du droit, de la sécurité et de la paix internationales.

Le Venezuela, en tant que membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, constate avec découragement l'abandon dans lequel se trouve le peuple namibien éprouvé et considère avec préoccupation le désespoir dans lequel pourrait le plonger l'inefficacité de nos efforts. Dans un contexte historique où le mot de "patience" commence à perdre sa signification légitime, la solitude du peuple namibien est une infraction au droit et à la justice et, malheureusement, une provocation à la violence illimitée.

La Namibie, malgré tant de relations complexes d'interdépendance avec les réalités de l'Afrique australe, doit continuer d'être traitée comme un cas pur et simple de décolonisation, celui de l'autodétermination d'un peuple qui, à juste titre, exige l'engagement des autres peuples libres au triomphe de sa cause, sans les attermoiements qui pourraient détourner le processus du cadre universellement accepté de la résolution 435 (1978) de notre Conseil.

Le Venezuela se sent solidaire moralement et politiquement de la cause du peuple namibien, sous la direction ferme et douée du sens des responsabilités de la SWAPO. Afin de promouvoir la liberté, la justice et le maintien de la paix, le Venezuela, en ce qui concerne la Namibie, réitère une fois de plus son appui à toutes les mesures de caractère coercitif prévues par la Charte pour promouvoir et

M. Pabón García (Venezuela)

préserver les valeurs fondamentales qui donnent un sens au patrimoine de civilisation et de culture de l'humanité.

L'adoption de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud est une exigence de l'opinion publique internationale, de tous les opposants à l'apartheid ainsi que des Etats de première ligne, pleinement conscients que les difficultés économiques qu'entraîneraient les sanctions font partie de leur contribution à la lutte des peuples pour l'abolition du système inhumain de l'apartheid.

Le Venezuela a eu le plaisir, ces jours derniers, de recevoir le Président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, qui a eu de longs entretiens avec de hautes personnalités de mon pays et notamment un dialogue important avec le Président de la République, M. Jaime Lusinchi. Durant son séjour au Venezuela, il lui a été possible d'analyser, de façon approfondie, l'évolution récente des événements qui affligent la Namibie. Dans le communiqué de presse publié au terme de la visite, on parle entre autres de :

"l'intérêt des deux peuples dans le renforcement des institutions démocratiques et de l'appui aux pays de première ligne dans leur lutte contre les agressions répétées du Gouvernement de l'Afrique du Sud. De même, on a confirmé l'appui à ces pays dans les efforts qu'ils déploient pour surmonter leurs problèmes économiques et sociaux afin de contribuer à l'instauration de l'indépendance et de l'autonomie politique dans la région."

C'est pourquoi le Venezuela se demande à nouveau si le moment n'est pas venu maintenant pour le Conseil d'entendre, dans le cadre de l'Article 50 de la Charte et comme instrument de diplomatie préventive prudente, les opinions des pays affectés de la région sur les effets contraires que pourraient avoir sur leurs économies respectives une politique de sanctions contre l'Afrique du Sud.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Venezuela pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant du Pérou. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. ALZAMORA (Pérou) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, j'aimerais avant tout vous féliciter très cordialement et dire combien nous avons apprécié la manière dont votre prédécesseur a dirigé les affaires du Conseil le mois dernier.

Depuis quarante et un ans qu'elles existent, les Nations Unies en ont passé vingt souillées par cet affront à son autorité politique et morale qu'est l'occupation illégale de la Namibie.

Au cours des six dernières années seulement, le Conseil de sécurité s'est réuni huit fois pour examiner cette question. Pendant cette période, le veto a empêché l'adoption de cinq projets de résolution visant à mettre fin à l'occupation coloniale sud-africaine et à entreprendre l'application du plan des Nations Unies pour la Namibie.

Une vaste coalition mondiale appuie et encourage ce processus destiné à réparer cette atteinte grave à l'ordre juridique international. L'indépendance de la Namibie est une cause à la portée universelle. Elle rallie un vaste front d'Etats, indépendamment de leur système, modèle ou niveau de développement. Elle mobilise les forces politiques et sociales les plus diverses et rassemble les organisations non gouvernementales les plus variées dans une action commune pour la défense de la paix, de la liberté et des droits des peuples.

Cette volonté d'action libératrice s'est reflétée ces derniers temps dans le renforcement marqué, sur le plan tant quantitatif que qualitatif, des sanctions adoptées contre l'Afrique du Sud dont il incombe aujourd'hui au Conseil de sécurité de faire une règle intégrale, obligatoire et complète, conformément aux attributions que lui confère le Chapitre VII de la Charte, afin d'accélérer le processus de transition pacifique de la Namibie vers l'indépendance authentique.

Nous nous félicitons à cet égard des initiatives du Secrétaire général qui ont permis d'avancer dans la recherche d'un accord en vue de l'application immédiate du plan des Nations Unies, et de la vocation de paix réaffirmée à cette occasion par la South West Africa People's Organization (SWAPO), qui s'est dite pleinement disposée à discuter d'un cessez-le-feu afin d'entamer l'application du plan à partir du 10 août 1986.

Le Gouvernement sud-africain a fait obstacle à ce processus en insistant sans raisons valables sur des questions extrinsèques déjà repoussées par le Conseil et sur la fiction d'un prétendu régime interne, dépourvu de toute légitimité et de toute capacité représentative, du fait même qu'il fait fi du principe politique élémentaire de l'égalité et qu'il a été rejeté par le Conseil.

M. Alzamora (Pérou)

Les initiatives lancées en 1987 pour amener l'Afrique du Sud à ne pas s'entêter dans sa politique d'obstruction se sont jusqu'ici avérées infructueuses. Il incombe par conséquent aux Nations Unies, au Conseil de sécurité en particulier, de réaffirmer leur engagement envers la cause de la libération de la Namibie.

Des intérêts toujours plus isolés continuent à s'opposer aux protestations de la conscience universelle, confortant ainsi l'Afrique du Sud dans ses vaines tentatives d'arrêter la marche de l'histoire.

La politique du veto protège et encourage la rébellion sud-africaine. Par là même, elle affaiblit les Nations Unies et perpétue l'assujettissement et l'exploitation de la Namibie. Au veto juridico-procédural s'ajoute un veto matériel et concret, constitué par l'appui extérieur que reçoit l'Afrique du Sud par le biais des investissements, des prêts des organismes financiers, des ventes d'armes et de techniques grâce auxquels elle renforce sa capacité militaire employée dans une guerre d'occupation contre le peuple namibien, l'agression contre les Etats voisins et le maintien de l'apartheid.

Le Gouvernement péruvien, du fait des nécessités d'un changement social interne, affirme sa position démocratique, populaire et anti-impérialiste ainsi que sa solidarité avec tous les peuples opprimés du monde. Il saisit par ailleurs cette occasion pour réitérer son appui agissant à la lutte de la SWAPO.

Nous sommes convaincus que la solidarité internationale avec le peuple de Namibie doit prendre une dimension politique mieux définie. Voilà pourquoi le Pérou a décidé, l'année dernière, d'établir des relations diplomatiques avec la SWAPO et vient de recevoir à Lima, en visite officielle, le Président Sam Nujoma, occasion solennelle au cours de laquelle le Président Alan Garcia a réaffirmé au Président Nujoma l'engagement militant du Pérou dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme. Il a en outre fait connaître sa décision de participer activement à la mobilisation internationale qui permettra à la Namibie d'accéder à une indépendance authentique, définitive et totale.

Aujourd'hui, l'immense majorité des Etats représentés au sein de cette Organisation - qui n'acceptent pas que le recours illégal à la force asservisse un peuple, pille une nation et colonise un Etat - insiste à nouveau auprès du Conseil pour qu'il assume ses responsabilités et mette un terme à la politique du veto qui empêche que soient approuvées des sanctions complètes et obligatoires contre

M. Alzamora (Pérou)

l'Afrique du Sud, comme l'exige le projet des pays non alignés et comme le Pérou réclame avec insistance, au Conseil comme ailleurs.

Quand le Conseil aura approuvé ces mesures, nous nous serons engagés sur une voie dont il ne sera pas possible de se détourner et qui mènera à la fin de l'occupation illégale de la Namibie. Le système international aura alors éliminé l'un de ses principaux foyers de tension.

Si, en revanche, la politique du veto empêche encore l'application des mesures prévues par la Charte pour préserver le droit et la paix, nous aurons exposé une fois de plus les mobiles et les raisons qui empêchent toujours la libération de la Namibie et l'on définira mieux les camps, révélant ainsi qui fait et qui ne fait pas partie de cette énorme coalition des Etats oeuvrant pour la liberté et la justice.

Pour les pays d'Amérique latine, il n'y a aucun dilemme. La voie que nous ont tracée nos libérateurs est claire. Nous nous identifions depuis notre avènement en tant qu'Etat indépendant avec la lutte contre la domination coloniale, pour la défense de l'égalité raciale, la dignité humaine et la liberté des peuples, qui est un processus historique irréversible.

Un regard en arrière sur l'histoire nous renforce dans notre conviction que le colonialisme ne durera pas et qu'aucun veto ne pourra empêcher la lutte que mène le peuple namibien sous la direction de la SWAPO et la solidarité des peuples du monde avec la cause de sa liberté et de son indépendance authentiques.

Le Pérou s'identifie pleinement à cette cause à laquelle il réitère aujourd'hui tout son appui.

Le PRESIDENT : L'orateur suivant est le représentant de l'Egypte. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. BADAWI (Egypte) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, c'est un grand plaisir que de vous exprimer d'emblée nos félicitations sincères pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois et de vous dire que nous sommes persuadés que votre grande compétence diplomatique et votre riche expérience vous permettront d'exercer pleinement vos fonctions. Je souhaite également saisir l'occasion pour manifester notre gratitude et exprimer nos remerciements à votre prédécesseur, M. Delpech, pour la sagesse et la compétence avec lesquelles il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

L'indépendance de la Namibie représente l'une des questions les plus étudiées par les principaux organes des Nations Unies depuis sa première session en 1946 où la résolution 65 de l'Assemblée générale fut adoptée. Depuis lors, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sont saisis de cette question et nombre de résolutions ont été adoptées par les deux organes, y compris l'abrogation du mandat de l'Afrique du Sud sur le territoire par la résolution 2145 (1966) et la prise en charge par les Nations Unies de la responsabilité directe de son administration par la résolution 2248 (1967) portant création du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui devait agir en tant qu'organe par le biais duquel l'Organisation internationale exercerait sa responsabilité à l'égard du territoire et de son peuple jusqu'à ce qu'ils parviennent à l'indépendance.

La résolution 435 (1978) de Conseil de sécurité était le point culminant de l'action de la communauté internationale à l'égard de cette question. Cette résolution énonçait le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, plan considéré à juste titre comme la seule base internationalement acceptable pour un règlement pacifique de la question. Des résolutions adoptées par la suite ont affirmé que l'application de la résolution 435 (1978) ne devrait pas être liée à des facteurs ou considérations extrinsèques. Telle a été la position adoptée par l'ensemble de la communauté internationale. Pourtant, d'un autre côté, l'Afrique du Sud poursuit sa politique de tergiversation et d'aterrissement et crée des obstacles artificiels à l'application des résolutions des Nations Unies, y compris celles que l'Afrique du Sud avait elle-même acceptées.

Pendant plusieurs années, les rapports du Secrétaire général des Nations Unies sur ses consultations avec le Gouvernement sud-africain au sujet de l'application immédiate du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie montrent que bien qu'un accord soit intervenu sur tous les aspects de l'application de ce plan, aucun progrès n'a été enregistré à cet égard, étant donné l'insistance du régime raciste à vouloir coupler son retrait de ce territoire au retrait des troupes

M. Badawi (Egypte)

cubaines en Angola. Cette question est extrinsèque à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et a été repoussée et condamnée par l'Organisation internationale dans toutes ses résolutions. Pourtant, le régime raciste de Pretoria, non content de défier la communauté internationale et de fouler aux pieds les résolutions des Nations Unies, continue de piller et de spolier les ressources naturelles de la Namibie, d'en exploiter les ressources humaines en collaboration avec des intérêts économiques étrangers, intérêts qui font fi du droit des générations présentes et futures de Namibiens aux richesses de leur pays et se contentent d'en tirer, le plus rapidement possible, les plus gros bénéfices.

Les autorités d'occupation ont transformé le Territoire en base d'agression et de chantage contre les Etats voisins souverains. Il s'ensuit non seulement un affaiblissement de la capacité de ces Etats à faire face aux défis du développement et du progrès, mais une exacerbation de l'instabilité de la région et une multiplication des menaces à la paix dans la région. Dans sa pratique du terrorisme d'Etat, le régime raciste d'Afrique du Sud ouvre la porte aux conflits internationaux sur un continent qui, jusqu'ici, a réussi à rester à l'écart. Il n'est que sage et logique que les efforts internationaux soient intensifiés pour épargner à l'Afrique le fléau de la rivalité entre grandes puissances.

L'Organisation des Nations Unies a une responsabilité historique à l'égard de la Namibie et de son peuple. Les pratiques de l'Afrique du Sud constituent un défi flagrant à l'Organisation internationale et à ses résolutions. La question dont est aujourd'hui saisi le Conseil de sécurité, chargé qu'il est du maintien de la paix et de la sécurité internationales, consiste à examiner la question de savoir comment ces résolutions peuvent être appliquées immédiatement.

Puisque nous sommes convaincus que l'Afrique du Sud n'abandonnera pas volontiers la Namibie et toutes ses richesses, il n'y a d'autre choix que de l'obliger à respecter la volonté de la communauté internationale. Cette dernière a tenté différentes sanctions sélectives contre l'Afrique du Sud au cours des années; pourtant, comme il est parfaitement clair, ces sanctions n'ont pas réussi à faire plier l'Afrique du Sud ni à conduire la Namibie à l'indépendance ni son peuple à exercer son droit légitime à l'autodétermination. Nous pensons qu'il est impératif que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires s'il souhaite maintenir son prestige international et réaffirmer son rôle mondial important; c'est dire que s'il veut relever le défi que lui lance le gouvernement de Pretoria, il doit exercer ses fonctions conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies à l'endroit d'un régime qui est seul responsable de la non-application du plan des Nations Unies adopté il y a neuf ans.

M. Badawi (Egypte)

Si, dans le passé, le Conseil de sécurité n'a pas réussi à obtenir que ses résolutions relatives à la Namibie soient respectées, peut-être sa réunion, aujourd'hui, lui donnera-t-elle l'occasion de redresser la situation et d'accorder le sérieux et le soin voulus à cette situation. Nous pensons que la question que nous débattons aujourd'hui déterminera dans une grande mesure le rôle futur du Conseil de sécurité et les responsabilités qui lui incombent de par la Charte dans le maintien de la paix et la sécurité internationales. Le Conseil doit amener l'Afrique du Sud à se retirer de la Namibie et à mettre un terme à son occupation illégale pour permettre au peuple namibien d'exercer son droit légitime à l'autodétermination, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

L'Egypte a appuyé et continue d'appuyer la lutte du peuple namibien pour la liberté et l'indépendance sous la direction de la SWAPO, son seul représentant authentique, qui incarne ses espoirs et ses aspirations. Cette position découle de la façon dont l'Egypte comprend les leçons de l'histoire du continent, leçons qui montrent que la sécurité de l'Afrique représente un tout et que son indépendance est une aspiration commune de ses peuples. Cette position traduit également la foi de l'Egypte en une destinée commune et en une histoire et un avenir identiques des peuples du continent.

Par conséquent, la SWAPO est l'un des mouvements de libération nationale à qui l'Egypte n'a jamais manqué de fournir un appui moral et matériel. Elle a ouvert son cœur aux dirigeants de la SWAPO et sa capitale a abrité le bureau de liaison de l'organisation parce que celle-ci peut mener son peuple et faire une campagne politique à l'appui de leur juste lutte. L'Egypte est fière de ce que le premier bureau de liaison de la SWAPO se soit établi au Caire où elle a entamé son action politique intense qui complétait et appuyait la lutte et résistance populaires en terre namibienne. L'appui de l'Egypte à tous les mouvements de libération africains a atteint son but ; tous nos frères ont réalisé leur libération, sont parvenus à l'indépendance et ont pu rétablir leur souveraineté sur leurs territoires et leurs richesses; nous sommes persuadés que la victoire couronnera inévitablement la lutte du peuple namibien dont l'enthousiasme n'a jamais flanché et dont la révolution pour la libération et l'indépendance continue depuis plus d'un siècle.

M. Badawi (Egypte)

Nous avons une confiance absolue dans la victoire inéluctable de la volonté populaire. Mais la victoire doit véritablement provenir et des sacrifices d'un peuple et de son attachement à ses buts et principes. Nous nous associons à l'appel lancé en faveur de l'imposition de sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud, car nous sommes convaincus que de telles mesures faciliteraient le prompt rétablissement de l'équité et de la justice. Elles contribueraient à mettre un terme à la situation tragique existant en Namibie et à supprimer le racisme et l'occupation dont souffre le peuple namibien.

L'Egypte continuera d'accorder appui et assistance au peuple namibien, par l'intermédiaire de la SWAPO, jusqu'à ce que ses aspirations à l'indépendance et à la souveraineté soient réalisées. Nous demandons au Conseil de sécurité de surmonter les obstacles qui par le passé l'ont empêché d'assumer ses responsabilités conformément à la Charte et d'adopter une position résolue face à l'intransigeance de Pretoria et à son refus de se conformer à la volonté internationale, aux résolutions des Nations Unies et aux dispositions et normes du droit international.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Egypte des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est la représentante de la Barbade. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

Dame Nita BARRON (Barbade) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je désire vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril, mois que nous associons traditionnellement à de nouveaux départs.

J'aimerais également féliciter la délégation de l'Argentine et remercier tout particulièrement l'Ambassadeur Delpech pour la manière excellente dont il a assumé la présidence au cours du mois de mars.

Je ne puis faire autrement que de prendre note de la nomination d'un nouveau représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de l'Afrique du Sud. La courtoisie exige que je prenne acte de sa présence. L'optimisme et peut-être la saison m'avaient fait espérer que ce représentant serait porteur d'un nouveau comportement, signe d'une évolution bienvenue dans la grave situation à laquelle nous sommes confrontés. Le réalisme a cependant tempéré mon optimisme et m'a rappelé que rien dans les événements survenus ces 20 dernières années ne permet d'espérer que le régime de Pretoria modifiera ou reverra sa politique en Namibie.

Dame Nita Barrow (Barbade)

Dans quelques mois, le Gouvernement et le peuple de la Barbade célébreront le vingt et unième anniversaire de leur indépendance. Les Barbadiens connaissent bien les aspirations des peuples asservis; nous connaissons le malaise que l'on ressent lorsqu'on est contrôlé par une puissance étrangère; et nous connaissons depuis 21 ans la fierté et l'énergie civique qui se donnent libre cours lorsque les peuples peuvent déterminer et diriger en toute liberté leur destin national.

S'il est certain que c'est le système malfaisant de l'apartheid qui est à l'origine de l'assujettissement de la Namibie et qui l'entretient, c'est la politique de la cupidité qui a permis à Pretoria de défier l'Organisation et de continuer impunément à exploiter les Namibiens. Mais la cupidité n'est pas le monopole de Pretoria, car sans la complicité de son vaste réseau de complices, le Gouvernement sud-africain ne se serait pas efforcé obstinément de défier le cours de l'histoire, pas plus qu'il n'aurait abouti dans cette entreprise.

Les Namibiens recherchent depuis longtemps un règlement pacifique à ce problème et ont fait publiquement connaître leur volonté de faire en sorte que les richesses de leur terre puissent profiter à ceux qui peuvent prétendre en toute justice à ces richesses. Pretoria, par ailleurs, encouragé par une phalange d'intérêts internationaux vénaux, a constamment répondu par le mépris et la répression armée. En fin de compte, les Namibiens ont dû recourir aux armes pour défendre leurs intérêts et protéger leurs enfants des griffes de l'apartheid et de la cupidité transnationale.

Le problème de la Namibie n'est pas difficile à définir. Il s'agit de la mise en oeuvre systématique et efficace de la finance internationale aux fins de l'oppression d'un peuple. La solution à ce problème doit être envisagée de la même façon. La finance internationale doit être utilisée au service des Namibiens.

Les deux principales organisations bancaires d'Afrique du Sud et de Namibie sont des filiales de sociétés transnationales. Selon les informations que nous possédons, il y a environ 1 000 sociétés transnationales en activité en Afrique du Sud et en Namibie. Ces sociétés, en canalisant le flux vital venu des centres industriels du monde, assurent en fait la subsistance de Pretoria. Les banques transnationales sont les créanciers des 20 milliards et plus de dollars de la dette étrangère de l'Afrique du Sud. Trois des quatre raffineries de pétrole de l'Afrique du Sud sont la propriété de sociétés transnationales, qui possèdent également les quatre cinquièmes du réseau des détaillants de pétrole d'Afrique du Sud. Les transnationales fournissent plus de la moitié des importations sud-africaines de matériel électronique et contrôlent l'industrie automobile. En Namibie, trois sociétés transnationales détiennent 80 % des richesses minières du

Mme Nita Barrow (Barbade)

pays en métaux, uranium et diamants. Ces industries représentent la moitié du produit national brut de la Namibie et les trois quarts de ses exportations.

Mais cela ne représente qu'un côté de la médaille. Si la finance transnationale est le sang du système qui tient la Namibie en esclavage, l'industrie des armements en est le muscle qui lui permet de maintenir la Namibie opprimée. L'industrie des armements a un caractère transnational dont s'accommodent aisément les lois du régime de Pretoria.

En vertu du South Africa's Key Points Act, une société d'Afrique du Sud ou de Namibie peut se voir obliger d'entretenir une force de sécurité armée beaucoup plus importante que ne l'exige réellement sa protection. Ces forces peuvent être réquisitionnées par le gouvernement le cas échéant. L'Afrique du Sud ne fait pas secret de sa capacité militaire non plus que de sa foi dans ceux qui lui fournissent le matériel nécessaire et qui l'aident à entraîner ses troupes.

Les dirigeants de Pretoria savent mieux que personne que les politiques qu'ils appliquent en Namibie sont une aberration de l'histoire. Nous le savons, parce que, dans la mise en oeuvre de ces politiques, il est à présent évident qu'ils cèdent à la paranoïa, paranoïa à laquelle j'ai d'ailleurs eu le triste privilège d'être confrontée.

Les dirigeants de Pretoria ont choisi de réduire la Namibie à une ressource stratégique pour se fournir et fournir à leurs alliés une raison plausible à l'occupation armée. Non contents de réprimer les aspirations du peuple namibien, les dirigeants de Pretoria se sont lancés dans un programme systématique d'agression à la fois militaire et économique contre les Etats voisins du Botswana, du Mozambique, de la Zambie, du Zimbabwe et de l'Angola. Les objectifs de l'Afrique du Sud - la dévastation et la déstabilisation - sont parfaitement clairs.

Dame Nita Barrow (Barbade)

Il est également évident que la Namibie doit être considérée non plus isolément, mais comme un symbole et un symptôme d'un problème menaçant. Ce dont nous débattons ici aujourd'hui n'est pas seulement de la question de Namibie mais de la question de l'intégrité des peuples africains. C'est un problème qui trouve son expression la plus frappante dans la politique transparente et critiquable des homelands, grâce à laquelle Pretoria, dans son arrogance primitive, veut usurper les objectifs des peuples soumis et faire de l'ensemble de l'Afrique australe la colonie de l'apartheid.

Le réseau d'oppression que Pretoria s'efforce actuellement de tisser doit être démantelé. Le retour des Africains à l'esclavage a un sens particulier pour les peuples des Caraïbes, qui, en raison de leur histoire, font cause commune avec l'Afrique. Nous estimons avoir une responsabilité particulière dans la prise de décisions énergiques tendant à décourager le Gouvernement sud-africain de mettre en oeuvre ses projets rétrogrades contre les Namibiens et le peuple sud-africain.

Le Gouvernement de la Barbade rappelle sa solidarité avec le peuple namibien et félicite le Mouvement des pays non alignés pour avoir attiré l'attention du Conseil de sécurité sur ce point. La Barbade est prête à offrir ses ressources, aussi maigres soient-elles, à tous ceux qui sont menacés par l'apartheid. Ce désir s'est traduit par des bourses et d'autres dons que nous avons offerts à de jeunes Namibiens afin de leur permettre d'étudier dans des institutions de la Barbade.

La Barbade félicite également le Mouvement non aligné de l'appel qu'il a lancé pour protéger les Etats de première ligne d'Afrique australe contre l'intention déclarée de Pretoria de saper leur économie.

Il y a 12 ans, le Gouvernement de la Barbade annonçait qu'une somme de 100 000 dollars de la Barbade serait versée au Fonds de solidarité de l'Afrique australe. Cette somme, la première versée par un Etat des Caraïbes, est importante pour un pays de la taille de la Barbade et représente 40 cents par habitant.

Cela souligne le sérieux avec lequel la Barbade considère la situation en Afrique australe.

Par ses attaques ouvertes et répétées contre ses voisins, Pretoria nous a permis de voir sous son vrai jour le problème auquel est confronté le Conseil de sécurité et le peuple namibien. Nous pensons que les initiatives prises par le Mouvement non aligné pourraient, si elles sont suffisamment appuyées, permettre de trouver une solution à ce problème.

Beaucoup a été dit contre la politique de Pretoria en Namibie et en Afrique australe, et nous attendons de ceux qui en ont les moyens qu'ils mobilisent leurs ressources pour donner effet à leurs paroles.

Le PRESIDENT : Je remercie la représentante de la Barbade pour les félicitations qu'elle m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant du Qatar. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. AL-KAWARI (Qatar) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité et ai pleinement confiance dans votre compétence à cet égard.

Je saisis l'occasion d'exprimer les remerciements de ma délégation au Président sortant du Conseil, le Représentant permanent de l'Argentine, pour la manière remarquable dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui pour examiner une question dont il a eu l'occasion dans le passé de débattre à maintes reprises. L'objectif du Conseil est de trouver une solution à la question de Namibie qui soit acceptable par le monde entier. La solution qu'il préconise reste cependant sans effet - non pas faute d'efforts mais en raison de l'intransigeance de l'Afrique du Sud et de son refus obstiné de mettre un terme à son occupation illégale de la Namibie, en dépit des efforts déployés par l'ONU en vue d'amener ce pays à respecter la volonté de la communauté internationale et le droit international.

Comme on le sait, le Conseil de sécurité, à la suite d'efforts inlassables, a adopté la résolution 435 (1978), qui contient une formule acceptable pour garantir l'indépendance de la Namibie. Depuis son adoption, les efforts se poursuivent pour assurer la mise en oeuvre de cette résolution. Cependant, aucun progrès n'a été enregistré à cet égard. L'objectif est de mettre fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et de réaliser l'indépendance de la Namibie, conformément à la résolution 2145 (XX) adoptée en 1966 par l'Assemblée générale, qui met fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Territoire.

On sait également que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont chacun adopté plusieurs résolutions demandant la tenue d'élections libres en Namibie, exigeant que l'Afrique du Sud mette fin à sa domination en Namibie et demandant que la Namibie, comme ses pays frères d'Afrique, accède à l'indépendance. L'obstacle majeur à l'application de ces résolutions et à l'accession à l'indépendance de la Namibie est l'intransigeance de l'Afrique du Sud et son refus de se conformer à la volonté de la communauté internationale. L'Afrique du Sud a cherché à déjouer la volonté de la communauté internationale en recourant à divers subterfuges, notamment en installant un régime fantoche pour

M. Al-Kawari (Qatar)

masquer ses véritables intentions, à savoir piller les richesses et ressources du peuple namibien.

Nous devons évoquer ici les efforts faits l'an dernier pour régler la question de Namibie. Au nombre de ces efforts, on compte ceux de la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie, qui s'est tenue à Vienne du 7 au 11 juillet 1986, et la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la question de Namibie, tenue en septembre 1986 - auxquelles mon pays a eu l'honneur de participer. La Conférence a constitué l'expression ferme et claire de la volonté des peuples du monde de mettre un terme au refus obstiné de l'Afrique du Sud de se retirer de Namibie et d'accorder au Territoire son indépendance, de mettre fin à l'obstruction de l'Afrique du Sud aux efforts faits par l'Organisation des Nations Unies - seule autorité légitime dans le Territoire depuis la levée du mandat en 1966 - pour assumer ses responsabilités.

La quatorzième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de Namibie a donné l'occasion aux représentants des pays de déplorer l'intransigeance et la mauvaise foi du Gouvernement sud-africain, démontrées par son maintien de l'occupation illégale de la Namibie et le pillage de ses ressources ainsi que par sa présence militaire massive en Namibie.

L'appui implicite que reçoit le régime sud-africain, qui se reflète dans les positions adoptées au Conseil de sécurité pour l'empêcher d'adopter une résolution exigeant l'imposition de sanctions contre ce régime, encourage ce dernier à persister dans son refus de se conformer à la volonté de la communauté internationale.

M. Al-Kawari (Qatar)

Alors que l'opinion publique internationale renforce ses pressions sur le régime raciste sud-africain pour qu'il prenne des mesures en faveur de l'accession de la Namibie à l'indépendance, de nouvelles informations faisant état de la collaboration entre les régimes racistes de Pretoria et de Tel Aviv nous parviennent. Ces dernières informations figurent dans le rapport que le Département d'Etat des Etats-Unis a présenté au Congrès le 2 avril, dans lequel il est affirmé que, premièrement, la coopération entre l'Afrique du Sud et Israël est une coopération entre gouvernements et que le Gouvernement de Tel-Aviv était pleinement au courant des échanges militaires avec l'Afrique du Sud; deuxièmement, que l'industrie militaire israélienne avait réalisé des bénéfices qui se situaient l'année dernière entre 400 et 800 millions de dollars grâce à son commerce avec l'Afrique du Sud.

Nous avons lu le rapport complémentaire du Secrétaire général sur l'application des résolutions 435 (1978) et 439 (1978) du Conseil de sécurité concernant la question de Namibie. Dans ce rapport, le Secrétaire général nous informe des efforts qu'il a faits pour reprendre contact avec l'Afrique du Sud afin qu'elle applique les dispositions de ces deux résolutions et donne notamment une indication de son choix quant au système électoral. Mais il semble que plus le Secrétaire général s'efforce d'aplanir les difficultés, plus l'Afrique du Sud en crée de nouvelles, la dernière étant les conditions préalables inacceptables mises à l'application des résolutions des Nations Unies. Ces conditions préalables sont désormais le seul obstacle à l'application du plan des Nations Unies concernant la Namibie.

Dans ses remarques finales, le Secrétaire général dit qu'il n'admet pas la validité de ce préalable et que le Gouvernement sud-africain doit revoir sa position - déclaration que nous appuyons totalement. Ma délégation remercie le Secrétaire général de ses efforts inlassables en faveur de l'application des décisions du Conseil de sécurité et d'une solution pacifique. Cependant, ces efforts resteront certainement vains à moins que le Conseil de sécurité n'assume ses responsabilités en adoptant les mesures envisagées dans la Charte contre ceux qui ne respectent pas les résolutions du Conseil de sécurité.

Pour terminer, je voudrais, au nom de mon pays, rendre hommage au peuple courageux de Namibie qui poursuit sa lutte héroïque sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO), son seul représentant authentique.

Le PRÉSIDENT : Je remercie le représentant du Qatar pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

Le Président

L'orateur suivant est S. E. M. Ahmet Engin Ansay, Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, à qui le Conseil a adressé une invitation en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire.

Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. ANSAY (Organisation de la Conférence islamique) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous prie d'accepter les félicitations de l'Organisation de la Conférence islamique à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois.

Je voudrais également rendre hommage à votre prédécesseur, S. E. M. l'Ambassadeur Delpech, de l'Argentine, pour l'efficacité dont il a fait preuve à la direction des travaux du Conseil le mois dernier.

Une fois encore, nous débattons l'éternelle question de Namibie, qui est devenue l'un des problèmes les plus graves et les plus importants dont l'Organisation des Nations Unies soit saisie dans le domaine de la décolonisation.

L'Organisation examine la question de Namibie depuis 40 ans. Des volumes de résolutions ont été adoptées par le Conseil de sécurité ainsi que par l'Assemblée générale afin de mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie par le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud, qui se poursuit au mépris de la volonté de la communauté internationale.

J'ai déjà dit au Conseil il y a quelques semaines que l'organisation que je représente a toujours suivi de près l'évolution de la situation en Afrique, car 24 de ses membres appartiennent à ce grand continent. Nous estimons que la question de Namibie et la question de l'Afrique du Sud sont tout aussi importantes et aussi cruciales que la question de Palestine et la question du Moyen-Orient. Comme les membres du Conseil le savent, le cinquième Sommet islamique, qui s'est tenu au Koweït du 26 au 29 janvier 1987, a décidé de créer un comité ministériel présidé par S. E. M. Syed Sharifuddin Pirzada, secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique (OIC), sur le modèle du Comité sur la Palestine de l'OIC, afin de coordonner l'action des Etats islamiques contre le régime raciste de Pretoria.

L'occupation illégale et coloniale de la Namibie représente un acte d'agression contre le peuple namibien et un défi belliqueux à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Cette situation constitue une menace permanente à la paix et à la sécurité régionales et internationales.

M. Ansay

Nous sommes convaincus que les résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité représentent la seule base acceptable de règlement définitif et durable de cette question. Je dirai qu'il y a consensus universel sur ce point à la seule exception de la partie qui continue de s'opposer aux résolutions 385 (1976) et 435 (1978).

L'on ne peut pas et l'on ne doit pas permettre à l'Afrique du Sud de continuer à faire dépendre l'application de ces résolutions de certaines questions distinctes.

Le cinquième Sommet islamique a réaffirmé, entre autres, qu'il condamne et rejette l'insistance avec laquelle le régime raciste de Pretoria continue de présenter le retrait des troupes cubaines d'Angola comme une condition préalable à l'indépendance de la Namibie et s'est félicité du rejet de ce couplage aux termes des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. A cet égard, nous appuyons fermement et totalement la position de M. Pérez de Cuéllar, qui rejette catégoriquement ce couplage dans les remarques finales du dernier rapport, document S/18767, en date du 31 mars 1987, qu'il a présenté au Conseil.

Je voudrais en outre attirer l'attention du Conseil sur le fait que le Cinquième Sommet islamique a lancé également un appel à tous les pays qui entretiennent des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud pour qu'ils exercent immédiatement et sans restriction des pressions diplomatiques et appliquent des sanctions économiques réelles contre le régime raciste sud-africain afin d'accélérer la mise en oeuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité; invité instamment le Conseil de sécurité à imposer des sanctions globales et efficaces contre l'Afrique du Sud, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies; invité le Conseil de sécurité des Nations Unies à explorer tous les moyens à sa disposition afin d'accélérer l'indépendance de la Namibie, et exprimé son appui à la lutte menée par la South West Africa People's Organization (SWAPO) pour permettre à une Namibie unie d'accéder à l'indépendance.

Il est sans aucun doute regrettable qu'un certain nombre d'Etats aient encouragé le régime de Pretoria à persister dans ses visées illégales et agressives en lui fournissant assistance et appui, notamment dans les domaines politique, militaire et économique. L'entité sioniste, comme on le sait, a été particulièrement généreuse dans son appui au régime raciste de Pretoria. Nous condamnons la collusion, notamment dans le domaine nucléaire, entre ces deux régimes qui visent à exercer leur hégémonie sur les peuples africain et arabe et à entraver leur développement économique et social.

M. Ansay

Nous estimons que l'idéologie raciste du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, son occupation illégale et brutale de la Namibie, son exploitation des ressources naturelles de ce pays et ses agressions répétées contre les Etats de première ligne et les pays voisins sont analogues aux pratiques de l'entité sioniste dans les territoires arabes et palestiniens occupés. Nous n'ajoutons aucune foi aux déclarations récemment faites par Israël selon lesquelles il réexaminerait ses liens de coopération militaire et culturelle avec l'Afrique du Sud car ces deux régimes sont organiquement liés, à la fois dans la pratique et dans leurs objectifs.

A ce stade, il suffit de mentionner le New York Times de vendredi dernier qui déclarait que le dernier rapport présenté au Congrès par le Département d'Etat des Etats-Unis établit sans équivoque qu'Israël a fourni une aide militaire à l'Afrique du Sud, en violation de l'embargo en vigueur contre le régime raciste de Pretoria, parrainé par les Nations Unies.

A la lumière de cette évolution récente, l'Organisation de la Conférence islamique, qui a participé activement aux efforts exercés par les Nations Unies, par l'Organisation de l'unité africaine, par le Mouvement des pays non alignés et par un certain nombre d'autres organisations internationales pour mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie par le régime de Pretoria, invite la communauté internationale à traduire son appui dans des mesures concrètes, notamment par l'imposition de sanctions économiques globales, afin de faire cesser rapidement l'asservissement du peuple namibien et d'assurer la liberté et l'indépendance totales du courageux peuple de Namibie.

Nous exigeons que le Conseil de sécurité exerce les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la Charte et impose des sanctions obligatoires contre le régime de Pretoria, en vertu du Chapitre VII de la Charte. Nous espérons que notre Conseil ne se trouvera pas une fois encore dans l'impossibilité d'agir face à cette politique raciste expansionniste exécrable.

Nous invitons le Conseil de sécurité à explorer tous les moyens dont il dispose pour hâter l'indépendance de la Namibie.

L'Organisation de la Conférence islamique continuera de prendre toutes les mesures nécessaires en liaison avec la communauté internationale pour la réalisation de cet objectif.

La question de la Namibie restera à l'ordre du jour de la Conférence islamique jusqu'au jour où le peuple héroïque namibien aura libéré sa terre et recouvré ses droits légitimes.

M. Ansay

Comme S.E. le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique l'a déclaré à Harare au cours du huitième Sommet des pays non alignés et comme il l'a répété à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la Namibie :

"Les membres de la Conférence islamique continueront d'exercer tous leurs efforts pour aider les peuples de Namibie et d'Azanie à recouvrer leurs droits nationaux justes et inaliénables à l'autodétermination, à l'indépendance et à la règle de la majorité."

Le PRESIDENT : Je remercie M. Ansay des félicitations qu'il m'a adressées. L'orateur suivant est le représentant de l'Angola. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et lui donne la parole.

M. DE FIGUEIREDO (Angola) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, au nom de ma délégation, je voudrais vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. C'est un grand plaisir que de voir le représentant d'un pays fraternel exercer ces fonctions au cours du débat sur une question où la position de votre gouvernement se trouve sans équivoque aux côtés de l'autodétermination et de l'indépendance authentique d'une nation opprimée et occupée illégalement, et contre le racisme, l'apartheid, le colonialisme et l'impérialisme. Je saisis également l'occasion de féliciter votre prédécesseur, le Représentant permanent de l'Argentine, qui a dirigé avec tant de compétence les travaux du Conseil, le mois dernier.

Mon gouvernement souhaite également féliciter la SWAPO et ses dirigeants pour leur courage, leur sagesse, leur esprit diplomatique et leur lutte incessante en vue de leur propre libération. Ils ont fait preuve d'une patience et d'une modération que l'on rencontre rarement dans des occasions semblables.

Il est paradoxal que la question de l'indépendance de la Namibie soit justement celle à propos de laquelle peu d'articles de la Charte des Nations Unies sont restés inviolés.

Il est paradoxal que toute ces violations de la Charte aient été le fait d'un membre fondateur des Nations Unies, le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud.

Il est paradoxal que ce Conseil, chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales, se soit laissé prendre comme otage par ce membre renégat des Nations Unies, grâce à l'appui de ses proches alliés et partisans.

Il est paradoxal que depuis que les Nations Unies ont déclaré, en 1967, que l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud était illégale et que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie est devenu la puissance administrante, ce Conseil

M. de Figueiredo (Angola)

ait été incapable d'obtenir le retrait des troupes sud-africaines du Territoire de Namibie.

Il est paradoxal que le Conseil ait, pour ainsi dire, manqué à ses propres obligations et au mandat qui lui est conféré aux termes de sa constitution, la Charte.

Il est paradoxal que tous les éléments nécessaires à l'indépendance de la Namibie soient déjà réunis, qu'ils le soient, en fait, depuis 1978. Ils figurent dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, négociée librement et volontairement par toutes les parties, et seuls manquent encore la négociation d'un cessez-le-feu et la mise en place du GANUPT. J'aurais dû dire "presque tous les éléments nécessaires", car l'un des éléments clefs manquait et manque encore : l'honnête intention de la part de l'Afrique du Sud de permettre l'application de la résolution 435 (1978), et de renoncer ainsi à sa mainmise militaire et économique lucrative sur la Namibie.

Il est paradoxal enfin que le régime d'apartheid - le criminel en l'occurrence - puisse impunément violer de manière flagrante la Charte des Nations Unies par une variété de tactiques, y compris l'introduction depuis 1978 de questions extrinsèques, sans rapport avec l'indépendance de la Namibie.

Ce qui se passe, par exemple, à l'intérieur des frontières angolaises avec les forces internationalistes cubaines que nous avons invitées n'a rien à voir avec l'indépendance namibienne. Et il faut préciser une fois pour toutes que les troupes sud-africaines ont lancé leur première invasion armée d'envergure contre l'Angola en 1975, des mois avant l'arrivée d'un seul camarade internationaliste en Angola. Puis-je ajouter ici que la présence de nos forces internationalistes cubaines en Angola représente en quelque sorte une brigade de la paix qui agit comme un élément de dissuasion contre des agressions encore plus intenses de la part des troupes racistes dans toute l'Afrique australe. En outre, je signale que l'Article 51 de la Charte donne à chaque pays le droit de demander assistance s'il est victime d'agressions ou d'assauts extérieurs massifs et brutaux.

J'ai entendu avec étonnement et incrédulité la déclaration du représentant de l'Afrique du Sud. Il serait difficile de trouver davantage de contre-vérités, d'inexactitudes terminologiques et de déformations dans cette déclaration. Le compte rendu des négociations montre clairement que c'est à Pretoria que revient la responsabilité de la non-application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

M. de Figueiredo (Angola)

En 1978, alors que l'on envisageait la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978), nos amis internationalistes cubains se trouvaient déjà en Angola depuis deux ans et demi, sur notre demande expresse, pour nous aider dans notre tâche de reconstruction nationale et nous aider à repousser l'agression raciste impérialiste dirigée contre notre Etat nouvellement indépendant. Comment se fait-il que leur présence ne constituait pas un problème à la fin de 1976, en 1977, 1978, et jusqu'au moment où Pretoria, cherchant désespérément une excuse, a trouvé celle-ci?

Le représentant du régime raciste a raison de demander comment on peut envisager la tenue d'élections libres en Namibie à l'ombre d'une présence menaçante - sauf qu'il a délibérément mal identifié la menace. La menace est l'énorme machine de guerre du régime raciste, qui occupe militairement la Namibie, des parties de l'Angola méridional et de l'Afrique du Sud elle-même.

Le Conseil ne devrait pas verser des larmes de crocodile sur l'affirmation de l'Afrique du Sud, à savoir qu'elle "n'abandonnera pas ses obligations à l'égard des habitants" de la Namibie. Nous savons fort bien quelles sont ces obligations : piller la Namibie; la dépouiller de ses ressources limitées; subventionner les activités d'apartheid en Afrique du Sud et ses agressions armées contre les Etats souverains d'Afrique australe; imposer le racisme en Namibie, comme elle l'a fait en Afrique du Sud; et violer tous les droits humains, économiques, politiques et sociaux possibles des habitants namibiens - à l'exception, naturellement, de ceux de la faible minorité blanche.

Lorsque le représentant de l'Afrique du Sud parle d'une initiative, il ne s'agit rien d'autre que d'une insulte à l'endroit des Nations Unies et du Conseil de sécurité. Telle quelle, la communauté internationale l'a tout simplement ignorée et reléguée dans l'oubli. On répond aux tentatives que fait l'Afrique du Sud pour démontrer sa bonne foi par la seule façon possible : en exigeant de Pretoria des actes et non plus des paroles. Et tout cela se fait avec un cynisme réaliste : Pretoria continue tout simplement de berner la communauté internationale.

Pour sa part, le Gouvernement angolais a toujours manifesté sa volonté de s'entretenir avec les racistes et leurs partisans pour trouver une solution au problème de la Namibie, de son indépendance et des questions connexes, le retrait des troupes sud-africaines du sud de l'Angola. Nous n'avons jamais eu de réponse concrète à nos propositions de novembre 1984.

Le représentant de l'Afrique du Sud a lancé un avertissement au continent africain, à savoir que les sanctions ne s'arrêteront ni aux frontières de la Namibie ni à celles de l'Afrique du Sud. Nous savons tous que le régime raciste a

M. de Figueiredo (Angola)

pris des dispositions pour attaquer, déstabiliser et terroriser l'Afrique australe afin de maintenir son pouvoir. Malgré ces avertissements, nous, les Etats de l'Afrique australe, sommes prêts à supporter les conséquences qu'entraîneraient des sanctions globales. Ces conséquences seront supportées dans la dignité et la fierté puisqu'elles aideront à libérer nos camarades namibiens et nos amis sud-africains.

J'ai une question précise à poser au régime de Pretoria par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, à laquelle on peut répondre par un seul mot : la junta raciste à Pretoria est-elle disposée à fixer immédiatement une date pour l'application de la résolution 435 (1978), comme prévu en 1978, sans préconditions? La réponse sera aussi vague et vide de sens que les autres fausses promesses et supercheries de l'Afrique du Sud.

Depuis 1975, l'Afrique du Sud a envahi le territoire angolais, puis a cherché à utiliser le retrait comme monnaie d'échange pour finalement manquer à ses engagements et promesses.

Cependant, en vue de renforcer notre appui à la lutte namibienne héroïque menée par la South West Africa People's Organization, le Président angolais, José Eduardo dos Santos, a présenté, en 1984, un ensemble d'offres et de propositions destinées à régler les principaux problèmes de l'Afrique australe, y compris, bien sûr, l'indépendance de la Namibie. Alors que la communauté internationale rejetait catégoriquement tout couplage, mon gouvernement était disposé, dès 1984, à accepter un retrait échelonné de toutes les troupes cubaines du Sud parallèlement au retrait total des troupes sud-africaines de la Namibie. Le régime raciste a cherché à modifier la géographie de l'Afrique australe. Il a créé une frontière artificielle entre l'Angola et l'Afrique du Sud en amenant ses troupes sur nos propres frontières via la Namibie.

Cependant, le régime raciste et son principal partisan, le gouvernement actuel à Washington, n'a entrepris ni négociations ni action sur la base de nos propositions. En fait, le régime raciste a rejeté la résolution 435 (1978) en installant à Windhoek un prétendu gouvernement provisoire et a manifesté son mépris pour la solution des problèmes auxquels fait face l'Afrique australe en appuyant les bandits renégats de l'UNITA en Angola et du RENAMO au Mozambique.

Il serait opportun, à ce stade, de signaler que le Gouvernement des Etats-Unis cherche actuellement à obtenir de nouvelles bases en Afrique afin de transférer les actes terroristes de l'UNITA dans des régions éloignées de la Namibie, pour créer la fausse impression que les fantoches de l'UNITA ont rompu leurs liens avec leurs

M. de Figueiredo (Angola)

protecteurs racistes de Pretoria. De cette manière, tant le Gouvernement des Etats-Unis que le régime de Botha et les renégats de l'UNITA eux-mêmes espèrent affaiblir la cohésion et l'action unifiée de l'Organisation de l'unité africaine pour ce qui est de la libération totale du continent africain, du respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats et de la politique de déstabilisation contre les Etats de première ligne. Entre-temps, le régime de Pretoria ne cesse d'étendre et d'armer sa base militaire perfectionnée dans la bande de Caprivi afin de mieux perpétrer son terrorisme en Afrique australe.

Paradoxe suprême, alors que de temps à autre on traite de l'indépendance namibienne dans telle ou telle instance internationale, l'oppression du peuple namibien se poursuit; les troupes sud-africaines continuent d'occuper sa terre; l'assassinat et l'incarcération de patriotes namubiens se poursuivent; et les ressources namubiennes continuent d'être pillées et d'être utilisées pour maintenir l'occupation sud-africaine illégale, ainsi que le système et les structures de l'apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud et subventionner l'occupation militaire illégale de l'Afrique du Sud de parties de l'Angola méridional depuis 1981 ainsi que les invasions sud-africaines des autres Etats de l'Afrique australe.

Ces situations paradoxales dissimulent bien des tragédies : le massacre insensé de patriotes et de combattants de la liberté en Namibie; l'assassinat sauvage de femmes et d'enfants; le déni des droits de l'homme fondamentaux; le déni des droits civils, économiques, politiques et sociaux; l'humiliation quotidienne d'être prisonnier dans sa propre patrie; la douleur de voir une nouvelle génération vivre dans les mêmes conditions d'apartheid que les parents.

Il y a d'autres tragédies : l'inaction virtuelle de la communauté internationale en ce qui concerne la question d'une indépendance authentique pour la Namibie; la quasi-incapacité du Conseil de sécurité d'adopter ou d'appliquer des résolutions qui contraindraient le régime raciste à se retirer de la Namibie; l'impuissance virtuelle des Nations Unies à agir concrètement face à l'intransigeance du régime raciste de Pretoria.

Il est temps que tous, ici dans cette salle, et notamment ceux dont la présence ici est permanente, examinent leur propre rôle dans cette histoire de honte silencieuse et se rendent compte qu'ils participent à un esclavage moderne.

M. de Figueiredo (Angola)

Il est temps aussi que chacun note que si le régime raciste sud-africain n'accepte pas d'appliquer immédiatement la résolution 435 (1978), telle qu'elle, la seule solution pour l'indépendance namibienne passe par les sanctions obligatoires prévues au Chapitre VII.

Il y a trop longtemps que le Conseil est paralysé par le veto de ceux qui ferment les yeux sur la réalité de la situation et leurs arguments pour justifier ce veto sont pitoyables. C'est comme si on disait à un esclave que l'abolition de l'esclavage serait nuisible à sa santé. Les conséquences néfastes sont essentiellement d'ordre financier et stratégique; elles n'ont rien à voir avec le peuple namibien. Les arguments de ceux qui recourent au veto sont manifestement spécieux et égoïstes.

Alors que des efforts louables sont faits depuis l'année dernière pour améliorer l'efficacité et la structure des Nations Unies, l'échec le plus grave enregistré par l'Organisation en matière de droit international et de maintien de la paix a été commodément ignoré, peut-être même encouragé, par ceux-là même qui réclament des réformes.

Je n'énumérerai pas la liste des violations militaires, politiques, économiques et sociales commises en toute impunité, grâce à ses amis, par le régime raciste. Je me limiterai à quelques points de droit international, puisque c'est là le fondement des Nations Unies et le code auquel les pays Membres des Nations Unies ont accepté de se soumettre, au moins en paroles.

Le défi lancé par le régime raciste au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale est d'autant plus scandaleux que Pretoria est coupable des crimes les plus graves, décrits comme tels par la Commission du droit international : l'agression contre l'intégrité territoriale d'un autre pays - comme dans les cas de la Namibie, de l'Angola, du Mozambique et d'autres; le déni à un peuple de son droit à l'autodétermination - en Namibie et à l'intérieur de l'Afrique du Sud; et l'imposition de l'apartheid - également en Namibie et à l'intérieur de l'Afrique du Sud.

Malgré cela, les Nations Unies n'ont pris aucune mesure effective, contribuant ainsi sans le vouloir à porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales et à saper l'ordre et le droit international à travers le monde.

M. de Figueiredo (Angola)

Ce qui gêne beaucoup mon gouvernement, c'est que les implications juridiques et les violations illégales soient jugées sans importance ou de moindre importance. Tandis que la communauté internationale, ses membres les plus puissants en particulier, ne prennent aucune mesure effective alors que le bon droit est du côté de la Namibie, le régime raciste abuse du système juridique pour s'arroger des "droits" sur la Namibie.

La situation s'est aggravée dans les années 70 après les premières tentatives faites par la communauté internationale dans les années 60.

En 1950, lorsque la Cour internationale de Justice a décidé que les fonctions de supervision concernant l'administration du Mandat devaient être exercées par l'Assemblée générale, Pretoria s'y est opposé.

En 1955 et en 1956, la Cour internationale de Justice a décidé que l'Afrique du Sud avait l'obligation juridique d'accepter la juridiction des Nations Unies sur le Mandat. L'Afrique du Sud s'y est opposée.

En 1960, la Cour internationale de Justice a intenté, pour les raisons ci-dessus, une action contre l'Afrique du Sud.

En 1963, la Cour internationale de Justice a décidé, en dépit des objections de l'Afrique du Sud, que la Cour n'avait pas juridiction en la matière.

En 1966, l'Assemblée générale a réévalué sa politique relative à la Namibie et mis fin au Mandat.

En 1967, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a été créé, mais l'Afrique du Sud lui a refusé l'entrée en Namibie.

En 1967, l'Afrique du Sud a appliqué le Terrorism Act au Territoire de la Namibie sur une base rétroactive et a traduit en justice 37 patriotes de la SWAPO.

Entre 1969 et 1971, le Conseil de sécurité a adopté plusieurs résolutions importantes sur la Namibie, qui sont toutes restées sans effet en Afrique du Sud.

On ne saurait trop insister sur le fait qu'en 1971 la Cour internationale de Justice a confirmé que ces résolutions avaient caractère obligatoire, que Pretoria avait l'obligation de se retirer de Namibie et que tous les Etats avaient le devoir de dénoncer la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie.

En octobre 1971, le Conseil de sécurité a fait siens les paragraphes du dispositif de la décision de la Cour aux termes desquels tous les Etats avaient une

M. de Figueiredo (Angola)

responsabilité individuelle envers le peuple namibien et qu'en s'acquittant de cette responsabilité ils devaient s'abstenir de toutes relations avec l'Afrique du Sud susceptibles d'asseoir l'autorité de cette dernière en Namibie.

En 1972, le Conseil de sécurité a entamé des négociations directes avec le régime raciste. Ces négociations devaient être infructueuses et prendre fin en décembre 1973. Simultanément, le régime raciste a entrepris d'organiser et de parrainer des groupes fantoches composés des minorités locales.

En 1974, l'Assemblée générale a entériné le Décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui interdit l'exploitation des ressources naturelles de la Namibie sans l'assentiment du Conseil. Non seulement l'Afrique du Sud mais aussi nombre d'autres Etats ont continué à violer ce décret en toute impunité.

En 1974, le Conseil de sécurité a adopté sa première résolution rédigée en des termes très fermes exigeant le retrait immédiat de l'Afrique du Sud de Namibie et avertissant cette dernière que si elle ne s'exécutait pas, des "mesures appropriées" seraient prises. L'Afrique du Sud a fait la sourde oreille.

A ce jour - et que ce soit pour eux un motif de honte durable - trois membres permanents du Conseil de sécurité - la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis - ont opposé leur veto à un projet de résolution exigeant pour la première fois des sanctions obligatoires.

Ces vetos, qui continuent mutatis mutandis jusqu'à ce jour, ont donné à l'Afrique du Sud le courage, l'encouragement et la protection dont elle avait besoin pour continuer à défier les Nations Unies, attitude qu'elle ne cesse de renforcer.

En 1976, le Conseil a adopté la résolution cruciale 385 (1976). Là encore, l'Afrique du Sud a refusé de s'y conformer et, une fois de plus, un projet de résolution demandant des sanctions obligatoires n'a pu être adopté en raison de trois vetos.

En 1978, devant la paralysie du Conseil, l'Assemblée générale a adopté une importante Déclaration sur la Namibie, où il était dit que si des vetos empêchaient les Nations Unies d'adopter des mesures effectives contre l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale elle-même prendrait les mesures qui s'imposaient pour mettre fin à l'occupation illégale.

M. de Figueiredo (Angola)

Mais, tandis que ce changement était envisagé, ces trois membres permanents, avec deux autres membres du Conseil, ont entamé un processus qui devait déboucher sur la fameuse résolution 435 (1978).

Toutefois - et il convient de le regretter - si la résolution 435 (1978) est un excellent cadre pour l'indépendance namibienne, le processus entamé en 1978 n'a fait que permettre à l'Afrique du Sud de renforcer sa présence en Namibie, d'intensifier la répression en Afrique du Sud, d'envahir les Etats souverains voisins, d'essayer de déstabiliser des gouvernements souverains et de déjouer tous les efforts faits par ces gouvernements pour développer des infrastructures économiques indépendantes et, partant, permettre à la région, dotée de structures coloniales, de moins dépendre de l'Afrique du Sud.

Je n'abuserai pas du temps précieux du Conseil en faisant le triste récit de la situation depuis 1978 : la mauvaise foi de l'Afrique du Sud, la trahison d'autres pays et les vetos opposés à des résolutions obligatoires du Conseil qui auraient pu changer le cours des événements. La souplesse affichée par la SWAPO, et en particulier par mon propre gouvernement, les pourparlers indirects, les tentatives désespérées pour gagner du temps, l'introduction de "couplages" manifestement faux et une "politique d'engagement constructif" vouée à l'échec sont trop connus pour que j'y revienne. Ce qui est parfaitement clair, c'est que dès 1974 la politique égoïste de certains Etats Membres permanents a servi à faire de l'obstruction. Ce rôle, ils le jouent encore aujourd'hui, quelles que soient les raisons pseudo-humanitaires invoquées ou l'apparence politique qu'on veuille lui donner. Et pendant tout ce temps, l'Afrique du Sud a réussi à tromper la communauté internationale.

Durant toutes ces années, depuis 1974 en particulier et à l'exception d'une courte période en 1978, le Conseil de sécurité a été lui aussi, du fait des vetos, dans l'impossibilité de jouer son rôle, de faire respecter le droit international et de punir les violations et les auteurs des violations de ces lois.

M. de Figueiredo (Angola)

Ceux qui s'opposent à des sanctions obligatoires uniquement en raison des investissements réalisés - malgré les désinvestissements de 1986 - devraient se rendre compte qu'il n'y a pas d'autres choix. Ils n'ont pas à appuyer la structure illégale et inhumaine de l'apartheid. Les fonds ainsi retirés peuvent être investis ailleurs en Afrique australe, dans les pays de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) par exemple.

Il est temps d'envoyer un nouveau message à la Namibie et au reste de l'Afrique australe, à savoir que la communauté internationale ne se satisfera plus d'excuses pitoyables et de vagues explications d'un côté, et de duperie ou de mensonge de l'autre. Il est grand temps que le Conseil répare les dommages faits à sa stature et à son prestige et à la crédibilité du droit international. Si le Conseil doit échouer une fois de plus, il faudra que l'Assemblée générale use des moyens à sa disposition et opte pour des sanctions obligatoires.

Il est temps que certains Etats membres de la communauté internationale cessent de traiter l'Afrique du Sud comme un garnement qui s'est rendu coupable de plusieurs incartades, dont aucune n'est jugée suffisamment sérieuse pour justifier l'expulsion de l'enfant de la maison familiale - seulement peut-être d'une ou de deux pièces. Il vaut mieux reconnaître que cet enfant est en fait un monstre rusé, maléfique et inéluctablement et pathologiquement dévié, dont la capacité à détruire la vie d'autrui est énorme et n'a d'égal que le caractère inévitable de sa propre destruction, lorsque ses propres contradictions intérieures ou extérieures ne pourront plus maintenir en vie son propre corps ou son système vital.

Non seulement il est grand temps de faire ce qui peut et doit être fait, mais je crains que, bientôt, on ne pourra plus rien faire à l'intérieur de ces murs. A ce moment-là, la situation nous échappera et les forces historiques feront éruption pangénétiqnement avec leurs propres solutions.

Je ne veux pas dramatiser, mais le drame qui s'enfle et s'accompagne d'une violence croissante en Afrique australe, ne changera pas simplement parce que le Conseil ou un autre groupe en exprime le voeu. Non; ce drame, c'est l'histoire en évolution de cette région qui choisit inexorablement ses propres options.

Avant que ne se produise l'inévitable, peut-être avons-nous encore cette chance ultime. Il ne faut pas la manquer à cause de la politique à courte vue d'un petit nombre, qui n'ont pas le moindre sens de l'histoire ou la moindre connaissance de l'Afrique.

A luta continua. Avitoria e certa.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Angola pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à l'égard de mon pays.

En raison de l'heure tardive, je me propose de lever maintenant la séance. Avec l'assentiment des membres du Conseil, la prochaine séance du Conseil de sécurité consacrée à l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour aura lieu demain, 7 avril, à 10 h 30.

La séance est levée à 18 h 25.